

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Juin 2022

Les données disponibles à fin juin 2022 portent la marque de la décélération de la croissance mondiale sous l'effet notamment des perturbations au niveau du commerce extérieur occasionnées par la guerre de la Russie en Ukraine, d'une part et de l'attentisme sur le plan national en relation avec les mesures exceptionnelles en vigueur depuis juillet 2021. Il en ressort comme l'explicitent les développements qui suivent une décélération de la croissance, un faible niveau d'investissement, une forte remontée de l'inflation et de fortes tensions au niveau de la balance des paiements extérieurs et de la dette extérieure. Ces appréciations sont à peine tempérées par un recul du chômage global quoique sous tendant une aggravation du taux de chômage des jeunes et une maîtrise "apparente" des dépenses budgétaires quoique laissant entrevoir des ajustements vers la hausse au cours des prochains mois.

1. La production : Une reprise qui marque le pas sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale

Les résultats des comptes nationaux pour le deuxième trimestre de l'année en cours montrent que la croissance économique s'est établie à 2,8% en rythme annuel, après une progression annuelle de 2,4% enregistrée au premier trimestre 2022.

En termes de variations trimestrielles, le produit intérieur brut PIB en volume du deuxième trimestre 2022 s'est toutefois contracté de 1% par rapport au trimestre précédent.

	2021				2022	
	T1	T2	T3	T4	T2	T1
Variation du PIB en%						
Trimestrielle	-0.3	-1.5	0.3	0.8	0.7	-0.1
Glissement annuel	-1.8	15.7	0.4	1.6	2.4	2.8

Cette évolution est tirée par la dynamique des branches de services (+5,2% en rythme annuel), notamment dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (+42,5%) et dans celui du transport (+19%).

Dans les industries manufacturières, les industries textiles (+16,4%) et les industries mécaniques et électriques (+6,3%) enregistrent également une accélération de leur rythme de croissance.

En revanche, le régime de croissance s'est inscrit à la baisse dans l'extraction de pétrole et de gaz naturel (-15,7%), la construction (-11,6%), les industries des matériaux de construction (-6,9%) et les industries chimiques (-2%).

D'après le rapport du FMI intitulé « La guerre ralentit la reprise » un ralentissement significatif de la croissance mondiale en 2022 et un regain de l'inflation sont attendus.

La croissance mondiale devrait ralentir, passant d'environ 6,1 % en 2021 à 3,6 % en 2022 et 2023. Cela représente respectivement 0,8 et 0,2 points de pourcentage de moins pour 2022 et 2023 que prévu en janvier.

Pour la Tunisie, Le Fonds Monétaire International s'attend à ce que la croissance économique de la Tunisie se ramène à 2,2 % en 2022 contre 2.6% prévue par le Budget économique

2. Le marché de l'emploi : Le taux de chômage se stabilise après le pic du 3^e trimestre 2021

Selon les statistiques de l'INS pour le deuxième trimestre de 2022, la population active s'établit à 4080.5 mille individus contre 4046.4 mille au premier trimestre de l'année en cours. Cette population se répartit en 2835.7 mille hommes et 1244.8 femmes, soit respectivement 69% et 31% de l'ensemble de la population active.

Il en résulte une augmentation de 0.4 point de pourcentage du taux d'activité qui atteint 46% de la population en âge d'activité (âgée de plus de 15 ans).

Le nombre des occupés s'élève à 3454.4 mille au deuxième trimestre de l'année 2022 contre 3393.2 au trimestre précédent, soit une hausse de 61.2 mille.

Le taux de chômage ressort à 15.3% au deuxième trimestre de l'année 2022 contre 16.1% au premier trimestre. Le repli du taux de chômage est plus marqué pour les hommes (13.1% contre 14.1% au T1) que pour les femmes (20.5% contre 20.9% au T1).

Pour les personnes actives âgées de 15 à 24 ans, 37.2% sont au chômage au deuxième trimestre de l'année 2022, contre 38.5% au premier trimestre de cette année. Le chômage est de 37.4% chez les jeunes hommes et de 36.7% chez les jeunes femmes.

3. L'investissement, continue à se situer suivant un faible palier

Pour l'année 2022, le budget économique prévoit une progression de 4.9 % aux prix constants ce qui porte le taux d'investissement à 15.4% du PIB encore très loin du taux de 2019.

Pour le premier semestre 2022, les principaux indicateurs relatifs à l'investissement ne font pas apparaître une évolution significative de l'investissement.

Les importations de biens d'équipement, importante composante de l'investissement augmentent modérément de 8.9% aux prix courants au premier semestre 2022.

Les intentions d'investissement dans l'industrie et les services, qui donnent une indication significative sur la dynamique d'investissement évoluent, à fin juin 2022, moins favorablement que durant le premier trimestre. L'investissement déclaré dans le secteur industriel enregistre en effet une baisse de 20.5 % (la baisse était de 14% durant le premier trimestre).

L'investissement déclaré dans les services progresse de 4.8 % durant le premier semestre contre une progression de 67.6% enregistrée au premier trimestre

La baisse des déclarations dans l'industrie a pour origine principalement l'industrie mécanique et électrique (-10.9%), l'industrie des matériaux de construction et de la céramique (-48.5%), l'industrie chimique (-64.6%) et l'industrie agroalimentaire (-20.2%).

Les Investissements Directs Etrangers, un autre indicateur important sur la perception du climat d'investissement, ont augmenté de 11.0% durant le premier semestre de 2022.

La répartition sectorielle des IDE selon les statistiques publiées par FIPA à fin mai 2022 montre une hausse de la valeur des investissements dans les services de 225.8% à fin mai 2022.

Les investissements dans le secteur énergétique enregistrent une hausse de 10.4%.

Les IDE dans le secteur industriel enregistrent une progression modérée de 3.2% aux prix courants correspondant à une baisse aux prix constants.

L'évolution de ces indicateurs ne montre pas une amélioration significative pour anticiper une nouvelle dynamique de l'investissement dans le futur qui permettant de rattraper le retard cumulé pendant des années même avant la pandémie du Covid-19 et ce malgré les décisions annoncées par le gouvernement pour mettre en œuvre des mesures dans le cadre de son programme de relance de la croissance et de stimulation de l'investissement. Des réformes structurelles importantes et l'amélioration du climat des affaires sont nécessaires et surtout la mise en œuvre rapide des réformes politiques qui permettent d'améliorer la visibilité et favoriser l'anticipation, facteur déterminant pour le développement de l'investissement et l'amélioration de l'attractivité du pays.

4. L'inflation : La tendance haussière observée en 2021 s'accroît

Au mois de juin 2022, l'inflation continue sa tendance haussière pour se situer à 8.1% après 7.8% en mai, 7.5% en avril et 7.2% en mars. Cette progression est expliquée essentiellement par :

- L'augmentation de 9.4% des prix des produits alimentaires contre 8.2% en mai
- La hausse des prix du groupe des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer de 9.7% contre 8.4%
- Les prix du groupe loisir et culture qui augmentent de 6.3% contre 5.5% en mai

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) augmente à 7.2% après avoir augmenté de 7.4% le mois précédent. Les prix des produits libres augmentent de 8.5%. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 6,8%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 11.4% contre 0.2% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Cette tendance haussière est induite par certains facteurs extérieurs dont notamment l'augmentation de la demande dans les marchés internationaux surtout après la crise sanitaire accentués par les effets de la guerre en Ukraine qui a engendré une augmentation des cours du pétrole. Les prix du blé ont également explosé en raison du poids de la Russie et de l'Ukraine dans la production mondiale de blé : (30% environ).

A l'échelle mondiale, les hausses des prix des matières premières induites par la guerre et l'élargissement des pressions sur les prix ont conduit à la révision à la hausse des projections d'inflation par le FMI qui devrait atteindre cette année 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement, et elle devrait rester élevée plus longtemps. Elle s'est en outre étendue à de nombreux pays sous l'effet des tensions sur les prix provoqués par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et une pénurie de main-d'œuvre historiquement forte (révision de juin 2022).

Dans la zone Euro, Le taux d'inflation annuelle a atteint 8,9 % en juillet 2022 contre 8,6 % en juin selon une estimation publiée en juillet par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne (UE).

Il s'agit d'un record historique alors que l'inflation annuelle de la zone euro était de 2,2 % en juillet 2021.

Au Maroc, la Banque centrale précise dans sa publication récente des perspectives économiques pour 2022, que l'inflation devrait atteindre 5,3 % en 2022 alors qu'elle s'est établie à 1,4 % en 2021.

5. Les échanges commerciaux sont marqués par la hausse des importations et le creusement du déficit commercial

Durant le premier semestre 2022, les exportations ont augmenté de 24.6% contre 25.5% durant le premier semestre 2021.

De leur côté, les importations ont enregistré une hausse de 32.4% contre 22.4% durant le premier trimestre 2021.

De la sorte le solde commercial se creuse. Il s'établit à un niveau de -11 776.1 MD contre -75365.5 MD durant le premier trimestre 2021. Le taux de couverture baisse de 4.5 points par rapport au premier semestre 2021, comme le montre le tableau suivant :

1er semestre en MDT	2020	2021	2022	Variations	
				2021/20	2022/21
Exportations	18 192.7	22 825.6	28 432.4	25.5%	24.6%
Importations	24 795.6	30 362.0	40 208.5	22.4%	32.4%
Déficit commercial	6 602.8	7 534.5	11 776.1		
Taux de couverture	73.4%	75.2%	70.7%		

L'augmentation observée au niveau des exportations (+26,2%) au premier trimestre 2022 concerne plusieurs secteurs et plus particulièrement l'énergie et le secteur mine, phosphate et dérivés alors que pour le secteur des IME, l'exportation augmente modérément après le rebond enregistré en 2021 comme le montre le tableau suivant :

Accroissement (en %)	six mois 2021	six mois 2022
Industrie agro-alimentaire	-7.9	29.0
Textile habillement et cuir	23.6	22.7
Industrie mécanique et électrique	40.8	12.7
Mine, phosphate et dérivés	8.8	86.6
Energie		85.6

L'augmentation des importations provient de la hausse enregistrée au niveau des importations de l'énergie (+ 85.9%), des matières premières et demi-produits (+36.1%), des biens de consommation (+ 13.6%) et des biens d'équipement (+8.9%).

Le commerce extérieur par pays révèle les mêmes tendances que celles relevées par le passé. Le déficit de la balance commerciale demeure expliqué en grande partie par le déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (4226.7 MD), la Turquie (2536.1 MD), l'Algérie (1535.6 MD) et la Russie (1125.6 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays principalement avec la France (1894.7 MD), l'Allemagne (1623.9 MD) et la Libye (846.1 MD).

Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie risque de se creuser davantage, étant donné la hausse des cours des matières premières importées et la crise dans la région de la Mer Noire

conjuguée avec les fluctuations des prix des hydrocarbures qui seraient de nature à accentuer les pressions du côté des importations alors que les exportations subiraient l'effet de la contraction prévisible de l'activité économique mondiale.

6. La situation de la balance des paiements est soumise à des tensions liées à l'environnement international.

Compte tenu de l'aggravation du déficit commercial, le déficit courant s'est élevé à 7 Milliards soit 4.9 % du PIB au cours du premier semestre de 2022 contre 4.1 Milliards une année auparavant et ce, en dépit de la bonne tenue des revenus du travail et des recettes touristiques.

En MD	Six mois 2021	Six mois 2022	Evolution
Recettes touristiques	901.2	1 411.0	56.6%
Revenus du travail	3 556.0	4 077.4	14.7%

Le niveau des réserves de change s'est établi à 23 461 MD ou 114 jours d'importations, le 18 aout 2022, contre 19 769 MD ou 124 jours le 18 aout 2021.

L'envolée des prix internationaux des produits de base et de l'énergie, la baisse des flux de touristes russes (ayant généré des recettes de 800 MD en 2021), la contraction de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie et le climat d'incertitude, en l'absence de la prise de toute urgence des mesures appropriées, seraient de nature à aggraver le déficit de la balance des opérations courantes.

De même, le retard dans la conclusion du nouvel accord de financement avec le FMI, la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie et la hausse des taux d'intérêt résultant du durcissement des politiques monétaires dans les pays occidentaux rendraient encore plus difficiles la mobilisation des ressources de financement requises à de bonnes conditions.

7. Le budget de l'Etat continue à être soumis à de fortes pressions

Pour l'année 2022, le budget se base sur un redressement de la situation permettant de ramener le déficit budgétaire à 6.7 % du PIB et de limiter les besoins en emprunts à 20.0 Milliards de dinars et la dette publique à 82.6% du PIB.

En % du PIB	2019	2020	2021	2022
Déficit budgétaire	3.4	9.6	8.3	6.7
Dette publique	73.2	79.4	85.6	82.6

Les statistiques, publiées par le Ministère des Finances, sur l'exécution du budget de l'Etat durant les cinq premiers mois, font ressortir une évolution favorable des recettes de l'Etat (+ 15.1%), notamment, des recettes fiscales (+15.9%) et une hausse plus faible des dépenses (+9.1%) entraînant une baisse du déficit budgétaire à 409 MD durant les cinq mois de 2022 contre 1503 MD durant la même période de 2020.

En MD	5 mois 2020	5 mois 2021	variations	Rappel loi des finances	
Ressources de l'Etat	12 902.1	12 343.4	18.9	38 618	15.1
-dont :					
Recettes fiscales	11 933.8	14 160.4	18.7	35 091	15.4

Dépenses de l'Etat	14 361.9	15 459.7	7.6	45 166	9.1
-dont :					
Dépenses d'intervention	2 738.5	3 309.2	20.8	14 267	13.4
Dépenses d'investissement	989.4	1 111.4	12.3	4 183	-6.7
Soldes budgétaires (Hors privatisation)	-1 503.1	-409.9		- 9 308	

L'augmentation des recettes fiscales se localise, notamment, au niveau de la TVA (+17.7%) et des droits de douane (+30.0%) en relation avec la progression de l'importation des biens (-32.4%).

Pour ce qui est des dépenses de l'Etat, l'on note notamment une augmentation des dépenses d'intervention de 20.8%, localisée essentiellement au niveau des carburants (1025 MD contre 200 MD durant la même période de 2021) du fait du renchérissement des produits énergétiques causé par la crise russo-ukrainienne. Le pétrole a été acheté à une moyenne de plus 101 \$ le baril contre 75 \$ prévus par la Loi des finances 2022. Ceci a amené le gouvernement à décider, à deux reprises, l'augmentation des prix de vente des carburants à la pompe.

Pour ce qui est du financement du déficit budgétaire, les réalisations des cinq premiers mois ont été marquées par l'augmentation des emprunts extérieurs à 5 276 MD mobilisés notamment sous forme d'appui budgétaire, dans le cadre de la coopération bilatérale (Algérie 862.6MD, KFD 326MD), auprès de l'Union Européenne (966 MD) et auprès d'Afreximbank (2089 MD).

Les crédits intérieurs ont enregistré en revanche une baisse de 2460.5 MD d'une période à une autre (1396.2 MD contre 3856.9 durant les cinq premiers mois 2021) ce qui se traduit, compte tenu des remboursements, par un financement intérieur négatif de 3292.9 MD pour les cinq mois de 2022.

Pour le reste de l'année, les besoins de financements seront nettement plus élevés que prévu. En effet sur la base d'un prix moyen du baril de 100 dollars pour l'année 2022, des charges financières additionnelles au niveau du budget estimées à 3500 milliards de dinars seront enregistrées.

Pour la caisse générale de compensation, la hausse des prix des produits céréaliers se traduira par des charges additionnelles estimées à 1,3 milliard de dinars, à comparer à la charge initialement prévue au budget de l'Etat de 2,2 milliards de dinars pour la compensation des produits de première nécessité.

De la sorte, des incertitudes pèsent sur la mobilisation des emprunts nécessaires au financement du budget de l'Etat en raison notamment du retard dans la conclusion du nouvel accord de financement avec le FMI, de la poursuite de la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie par les agences de rating et de l'augmentation des taux d'intérêt tout ceci conjugué avec l'augmentation des besoins de financement d'environ 4.8 milliards de dinars, soit 2.5% du PIB, en l'absence de mesures additionnelles au niveau de l'ajustement des prix des produits subventionnés.

8. Le secteur monétaire et financier

Les indicateurs monétaires, relatifs au 18 mai 2022, sont marqués par le niveau de l'activité, et les tensions inflationnistes d'une part et par le schéma de financement du budget de l'Etat d'autre part.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une baisse du refinancement de la BCT de l'ordre de 1.9% et les billets et monnaie en circulation progressent de 5.6%.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une baisse de 3.9% au niveau de l'encours des bons de trésor- à court termes et assimilables- qui s'élève à 20.5 milliards de dinars au 18 mai 2022 contre près 21.4 milliards une année auparavant.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	Change €/DT
18/8/2021	17 671	12 569	21 371	19 769	3.2831
18/8/2022	18 660	12 332	20 541	23 461	3.2140
Evolution en %	5.6	-1.9	-3.9	18.6	-2.1

D'importantes pressions sont attendues pour les prochains mois au niveau du budget de l'Etat compte tenu des contraintes additionnelles attendues suite à la hausse des prix du pétrole et du blé, engendrant d'importants besoins en emprunts ; les montants programmés, de l'ordre de 20 milliards de dinars seront révisés à la hausse (aux alentours de 25 Milliards de dinars) ce qui aurait des répercussions sur le système monétaire et financier.

Conclusion

En définitive, la Tunisie vit des moments très difficiles. Après les dégâts causés par la pandémie du Covid 19, la Tunisie subit l'effet des perturbations au niveau du commerce extérieur occasionnées par la guerre de la Russie en Ukraine et du ralentissement de la croissance de l'économie mondiale qui en résulte. L'investissement continue à être déprimé, ce qui rend difficile une reprise de la croissance permettant de retrouver le niveau du PIB d'avant la crise du Covid-19 qui est déjà faible, avec des pressions continues au niveau du budget de l'Etat, des tensions inflationnistes qui sont de nature à accentuer les tensions sociales et l'explosion de la dette qui limite considérablement la marge de manœuvre pour toute intervention pour relancer la croissance.

La plus grande priorité c'est la stimulation de l'investissement, principal moteur de la croissance. Ceci requiert avant tout le rétablissement de la confiance, aux niveaux national et international, l'amélioration de la visibilité et l'anticipation, et ce grâce à la mise en œuvre de grandes réformes et des restructurations susceptibles de corriger les distorsions et libérer les énergies pour favoriser une relance sur des bases durables et inclusives.

Au niveau social, il importe de réduire les appréhensions moyennant des programmes d'accompagnement sous forme notamment de mise en place de filets sociaux pour ceux qui perdent à court terme leur emploi ainsi que de renforcement des programmes de soutien en faveur des familles nécessiteuses.

Compte tenu du contexte politique et social actuel, il est primordial d'engager un dialogue national sur les grandes réformes et les restructurations et sur leur calendrier de réalisation afin de réunir les conditions de mise en œuvre et de succès. Le dialogue national devra être général couvrant tous les domaines ; politique, économique et social.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture économique du 2er trimestre 2022 Tunisie, Forum Ibn Khaldoun